

# Pacte d'excellence : place aux actes

ÉCOLE Milquet a officiellement présenté le premier rapport de son plan de réforme

► Le premier rapport du Pacte d'excellence représente une synthèse sur le diagnostic et les missions de l'école.

► Le plus compliqué arrive...

J eudi, tout le gratin de l'école (réseaux, syndicats, associations, universitaires) a assisté à la présentation du premier rapport du Pacte d'excellence, ce processus participatif lancé par la ministre de l'Éducation Joëlle Milquet pour améliorer le système scolaire. *Le Soir* a assisté à cette conférence longue de deux heures (!), après avoir divulgué deux documents mardi et mercredi : la synthèse du groupe central du Pacte et le rapport McKinsey.

Rien de bien nouveau n'a été dit, jeudi, par rapport à nos précédentes éditions. Beaucoup d'interlocuteurs se sont succédé. Philippe Maystadt (président de l'Ares, ancien président du PSC, ancêtre du CDH) a présenté le rapport sur le « diagnostic » de l'école. Le recteur de l'ULB, Didier Viviers, s'est exprimé sur les valeurs et missions de l'école au XXI<sup>e</sup> siècle. Sa synthèse a elle-même été synthétisée par Marc Romainville, professeur à l'Université de Namur. Enfin, Frédéric Delcor, secrétaire général de la Fédération Wallonie-Bruxelles (ex-chef cab d'Elio Di Rupo), a résumé tout cela, en se basant sur le rapport McKinsey.

## Confirmation de la note initiale

Il y a donc eu (vraiment) beaucoup d'informations. Marc Romainville a notamment tenté de résumer la vision de l'école « rêvée » par le Pacte en huit points. En clair, l'école doit : 1. être enthousiaste ; 2. avoir un curriculum digne (des contenus de cours en phase avec la société) ; 3. s'enrichir du numérique ; 4. former le citoyen de demain ; 5. développer la pensée critique ; 6. avoir des acteurs autonomes et responsabilisés ; 7. être juste ; 8. avoir des structures qui supportent de telles ambitions.

Voilà pour les missions. En ce qui

concerne le diagnostic, il est impossible de le résumer tant le texte est dense et s'attaque à absolument tous les aspects... Des défauts de l'enseignement qualifiant au manque d'intégration de l'enseignement spécialisé dans l'ordinaire, en passant par le tournant du numérique.

En fait, nombre de ces thématiques sont (bien) connues et étaient déjà abordées dans la première note du Pacte d'excellence, qui date du mois de janvier. Joëlle Milquet le dit elle-même : le travail réalisé au cours des six derniers mois a confirmé l'angle d'attaque d'initial.

Que fait-on, à présent ?

Fin août, la ministre présentera une note comprenant les objectifs et les priorités des quatre groupes de travail thématiques (savoirs et compétences, parcours d'élèves, acteurs, gouvernance). L'idée est d'aboutir à un texte pour Pâques 2016. Le Pacte sera alors adopté par le gouvernement. Comment fixer les priorités ? Dans son communiqué, Milquet précise que les membres du Pacte s'inspireront de plusieurs éléments, qui recouvrent en fait... pratiquement tous les enjeux des multiples rapports.

Relisons cela à la lumière des conclusions du rapport McKinsey. Ce dernier invite la Communauté française à réaliser des travaux complémentaires. Le premier est de préciser le cadre budgétaire : ça, c'est simple, le budget est hyper-étriqué. La ministre mise d'ailleurs sur « une meilleure affectation des ressources ». Le deuxième conseil est sans doute celui que la Communauté française doit impérativement entendre : il faut prioriser et sélectionner un portefeuille d'initiatives. Ce sera l'enjeu essentiel de la phase suivante du Pacte.

Marc Romainville a eu cette parole de Faulkner pendant la conférence : « *La sagesse suprême, c'est de ne pas perdre ses rêves de vue pendant qu'on les poursuit.* » Gageons que les membres du Pacte auront cela à l'esprit, au risque d'accoucher d'une souris dans la partie la plus importante de leur travail : le passage aux actions concrètes. ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

## RÉACTIONS

### Segec : « Faire confiance »

Peu de temps après la conférence de presse de Joëlle Milquet sur le Pacte d'excellence, le réseau catholique (Segec) s'est fendu d'un communiqué pour rappeler ses axes prioritaires - mais aussi pour faire passer un message clair : « Faire confiance et responsabiliser ». Cela veut dire : non à toute réforme imposée d'en haut, sabordant l'autonomie des écoles. Cette position se voit illustrée dans un exemple concret, celui du rythme de la journée scolaire, piste parmi d'autres du Pacte, qui a particulièrement agité la sphère médiatique ces deux derniers jours.

Le secrétariat général de l'Enseignement catholique avance : « *Si cette piste peut être intéressante dans certaines situations, pour des écoles scolarisant des publics spécifiques, elle ne devrait cependant pas être imposée à tous les établissements. Ceux-ci sont les mieux à même de déterminer les meilleurs moyens afin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de réduire ainsi les inégalités.* »

Invité au JT de la RTBF, le directeur d'école François Ska, déclarait que l'allongement de la journée « serait impossible dans la situation actuelle », avant d'ajouter que le type de réforme entrepris par Milquet est « pertinent » mais « nécessite une mise à plat des contraintes existantes ». « *C'est faisable si on accepte de réformer l'école sur le fond* », ajoute-t-il. Et de glisser : « *Les réformes s'additionnent, et sont parfois contradictoires* », projetant ainsi les envies de réforme au niveau politique face au vécu du terrain. En guise de priorité, le Segec a notamment fait sienne celle de trouver une réponse correcte au boom démographique. A Bruxelles, la saturation menace.

A.-C.B.